

*Les subsides*

Il s'attribue non seulement le mérite de résultats que les gens ont obtenus par eux-mêmes, malgré les malheurs qu'a connus la région industrielle du Cap-Breton, mais ses bonnes nouvelles n'avaient rien à voir avec sa promesse aux habitants de cette région. Le 25 janvier 1985, au cours d'une journée d'opposition parrainée par le député d'Essex-Windsor (M. Langdon), il a déclaré qu'une déclaration précise serait faite très bientôt au sujet de la Société de développement du Cap-Breton. A l'époque, il ne savait pas que cette société réaliserait des bénéfices, même si cette bonne nouvelle n'est qu'une maigre consolation pour les chômeurs du Cap-Breton. A cet égard, il n'a annoncé aucune bonne nouvelle. Il n'a pas tenu sa promesse envers les habitants du Cap-Breton de faire quelque chose pour remédier à la situation de leur région.

Que se passe-t-il? Il y a lieu de s'inquiéter, monsieur le Président, puisque dans cette région, je le répète, le taux de chômage s'élève officiellement à 29.5 p. 100 et, officieusement, à plus de 40 p. 100. Les habitants de Glace Bay seraient tellement heureux d'apprendre ce qu'il a fait pour eux en rendant ce bénéfice possible, eux qui ont un taux de chômage de 50 p. 100. Les deux entreprises de la ville, la mine n° 26 et Highland Fishery, ont été détruites par le feu au cours des 14 derniers mois. Ils seraient heureux d'entendre ces bonnes nouvelles. Ils vivent dans l'espoir que quelque chose viendra sauver non seulement l'économie de Glace Bay, mais celle de tout le Cap-Breton. Ils seront bien impressionnés par les nouvelles du ministre et l'hypocrisie du gouvernement à la Chambre.

● (1440)

Glace Bay, en Nouvelle-Écosse, a récemment organisé un concert de charité qui a été diffusé par Radio-Canada. Un récent article de magazine faisait état de l'espoir des habitants de Glace Bay et de leur enthousiasme. On mentionnait leur générosité lors de campagnes comme celle organisée pour l'Éthiopie. Ils se sont fait rouler par le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens).

La population de Sydney Mines est également dépourvue d'industrie. Cette ville de 10,000 habitants ne compte aucune industrie et le gouvernement n'y projette rien. C'est scandaleux de voir avec quelle désinvolture et quelle suffisance le gouvernement traite les problèmes des Canadiens.

Le ministre a parlé de Devco et a prédit que cette société subirait un revirement. Tel n'a pas été le cas ce matin quand Haak Engineering, société constituée par la division de l'expansion industrielle de Devco, a perdu son contrat avec la Société de développement du Cap-Breton, contrat accordé à une société du Royaume-Uni. Elle a dû congédier tous ses employés, sauf deux, dans l'île du Cap-Breton. Autant de mauvaises nouvelles pour la région industrielle du Cap-Breton.

Le ministre a parlé de réunions. Il faut cesser de se réunir et commencer à agir. Le ministre s'est contenté d'organiser deux études, mais que feront-elles pour les gens qui viennent me voir? Par exemple, un jeune couple vient de perdre sa maison parce qu'il n'y avait ni chauffage ni eau courante. Ils ont deux enfants et demeurent avec les parents de la femme. Le père est

alité et les six membres de cette famille doivent subsister avec la pension du grand-père. Pendant ce temps, le ministre de l'Expansion industrielle régionale tient des réunions et charge des comités de faire des études. Il ne fait même pas confiance à ses propres bureaucrates.

Il y a dans son ministère des experts qui ont étudié la situation industrielle du Cap-Breton. Il y a au sein de la direction générale des fonctionnaires qui travaillent sous les ordres du directeur général, mais on ne fait rien. Il ne leur fait pas confiance. Le ministre travaille dans le vide et il ne s'attaque pas aux problèmes d'expansion régionale dans la région de l'Atlantique. Il faudra que le gouvernement redresse la situation et le ministre devra en être tenu responsable.

Le ministre prétend que ce n'est pas le moment de jouer aux prophètes de malheur. Qu'attend-il des citoyens de la région de l'Atlantique lorsque le taux de chômage a progressé de 29.5 p. 100? Le ministre a comparé le taux de chômage dans la région de l'Atlantique à celui de la Nouvelle-Angleterre. Il a dit que le taux de chômage avait diminué dans les provinces de l'Atlantique et qu'il avait augmenté de 50 p. 100 en Nouvelle-Angleterre. Lorsque le gouvernement conservateur a été élu, le 4 septembre, le taux de chômage officiel dans le Cap-Breton industriel était de 19 p. 100. A la fin mars, il était de 29.5 p. 100. Cela représente une augmentation de plus de 50 p. 100 depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Le gouvernement ne peut vraiment pas dire aux Canadiens qu'il aide la région de l'Atlantique et les chômeurs, ni qu'il favorise le développement régional.

Le gouvernement n'a rien fait de positif dans la région industrielle du Cap-Breton. Quelle mesure a-t-il prise? Il a annulé la construction d'un bureau décentralisé qui aurait créé une certaine d'emplois dans le secteur du bâtiment. Il a annulé le projet de décentralisation d'un bureau des services de sécurité du revenu actuellement situé à Halifax. Cette opération aurait permis de créer 85 emplois à Sydney. Non seulement cela aurait contribué à créer des emplois, mais il y aurait eu des effets d'entraînement qui auraient été bénéfiques pour le centre-ville de Sydney. Le ministre et son ami le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. Buchanan, ont réussi à saboter une entente auxiliaire portant sur 12 millions de dollars pour le centre de Sydney.

Sous l'ancien gouvernement libéral, des crédits totalisant 8 millions avaient été approuvés non seulement au cabinet, mais par le Conseil du Trésor. Où se trouve cet argent à un moment où le chômage fait rage dans la région industrielle du Cap-Breton et où les gens se désespèrent parce que le ministre n'a pas tenu ses promesses?

La construction du quai de North Sydney a été annulée. Le gouvernement a annulé aussi la moitié de la phase trois et la phase quatre des travaux d'agrandissement du collège de la garde côtière, ainsi que l'atelier de lavage de la mine Prince à Point Aconi. Voilà ce qu'a fait le gouvernement pour le secteur industriel du Cap-Breton. Il n'a pris que des décisions négatives et il devra s'en expliquer auprès des habitants de la région.